

CITE : société non-monétaire

EXPORTATIONS IMPORTATIONS

Après qu'une réponse sérieuse soit donnée à la question : « Comment échanger sans monnaie ? » vient infailliblement la remarque suivante : « Cette révolution doit être mondiale car une société, dans le contexte actuel, ne peut pas se couper du monde ». En fait, cette remarque sous-entend cette autre question : « Comment une Cité, une société fonctionnant sans monnaie, peut-elle importer en provenance de pays monétaires les produits dont elle a besoin et qui ne sont pas gratuits ? ». Comme il semble, là encore, à tort, que le problème soit insoluble, les contradicteurs croient trouver dans cette apparente difficulté le prétexte pour tout laisser tomber et ne pas affronter L'argent ; ils croient qu'après avoir percé le plus grand des mystères la Révolution sera incapable de triompher des vaguelettes ; ils croient surtout qu'en paraissant perspicaces ils justifient leur lâcheté intellectuelle et que les révolutionnaires sont dupes de leur stratagème. Maintenant, il arrive aussi que cette remarque émane de pseudo révolutionnaires qui, n'ayant pas eux-mêmes trouvé de réponse aux dites questions, ne voient de solution que dans la fuite en avant.

A tous, il faut dire qu'aucune Révolution (sociale) ne sera jamais mondiale. Une Révolution est le fruit d'un contexte très particulier, de conditions qui sont rarement réunies dans un pays et qui ne le seront jamais dans tous en même temps. Elle peut faire tâche d'huile à la longue dans les pays ayant un développement similaire, mais elle ne peut se produire simultanément partout. Dans l'instant, elle ne peut être que nationale. Il faut donc oublier cette chimère de révolution mondiale et ne pas faire davantage d'une révolution fatalement nationale un repoussoir. Ces arguments mondialistes et anti-nationaux sont contre-révolutionnaires.

Le problème posé est, du reste, d'une simplicité enfantine à résoudre.

1. PRINCIPE DE BASE



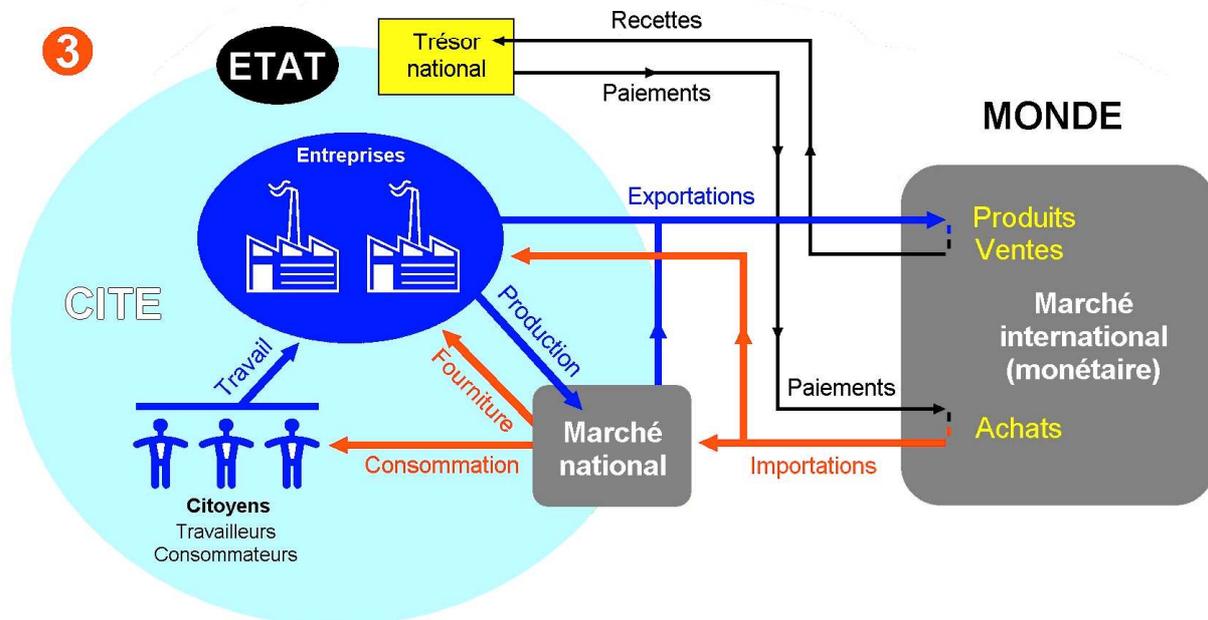
Croire qu'une société fonctionnant sans monnaie ne peut pas échanger avec des pays monétaires, c'est poser le problème à l'envers. Cela revient à dire : « Elle n'a pas de monnaie, donc elle ne peut ni payer ni acheter ». En fait, la véritable question est : « Comment une société fonctionnant en interne sans monnaie peut-elle s'en procurer pour commercer avec l'extérieur ? ». Réponse : comme tout individu plongé dans un monde monétaire.

La monnaie permet d'acheter. Mais il faut d'abord s'en procurer. Un individu ne crée pas la monnaie dont il a besoin ; il doit s'en procurer en vendant ses produits ou sa force de travail. Ainsi, il a de la monnaie, mais il ne la mange pas, il n'en a pas dans le corps ; elle reste à l'extérieur de lui. Il a payé ce qu'il a absorbé, mais ce qu'il a absorbé n'est pas de la monnaie en soi. Même plongé dans un monde monétaire, son corps fonctionne sans monnaie.

Maintenant, si l'on n'aborde plus le problème social sous l'angle individualiste, si l'on considère la Cité comme un corps et un tout cohérent, le principe de base est exactement le même. Une société fonctionnant sans monnaie peut très bien exporter (elle le peut d'autant plus que, n'étant plus

appauvrie et déstabilisée par Largent, elle a une puissance économique phénoménale) pour se procurer de la monnaie et payer avec cette monnaie les produits qu'elle importe. Cela ne signifie pas qu'elle redevient monétaire ni que ses Citoyens utilisent à nouveau de la monnaie.

2. APPLICATION



En pratique, cela signifie que les entreprises de la Cité, quand elles exporteront tout ou partie de leur production, de leur propre mouvement ou à la demande de l'Etat, verseront au Trésor national l'essentiel de leurs recettes. Elles en conserveront cependant une partie pour couvrir leurs frais ordinaires et éviter les va-et-vient superflus.

Mais, se demandera-t-on, quel intérêt une entreprise trouvera-t-elle à exporter si elle n'empoche pas les gains ? Pour le comprendre, il faut déjà comprendre ce que sera une entreprise dans la Cité. Ce n'e sera plus une machine à profit pour son propriétaire (patron ou actionnaires). Ce sera le cadre dans lequel les Citoyens rempliront indirectement leur devoir de participer à la vie de la Cité, laquelle « jugera », d'après les « ventes » de l'entreprise, s'ils ont effectivement rempli leur devoir, s'ils ont été utiles aux autres, s'ils ont honoré leur Citoyenneté et méritent d'accéder librement au marché (alimenté par les autres). Dans le cas contraire, des sanctions seront prévues et elles frapperont tous les employés sans distinction. Autrement dit, un Citoyen travaillera pour demeurer Citoyen et pour pouvoir accéder au marché ; son intérêt sera que son entreprise soit la plus performante possible afin qu'elle soit, et lui avec, à l'abri des sanctions. Comme ces sanctions seront provoquées par un faible niveau de « ventes » (la Cité ne prendra pas en considération le niveau production qui, en lui-même, ne garantit pas plus la qualité des produits que l'utilité de l'activité) et que la Cité prendra aussi bien en compte les « ventes » sur le marché national que sur les marchés étrangers, les entreprises ne perdront rien à exporter et certaines, faute de demande intérieure, auront tout à y gagner. S'il s'avère que les entreprises n'exportent pas assez en regard des importations, la Cité — qui disposera de la production nationale bien qu'elle ne fera pas valoir ses droits d'ordinaire — pourra toujours les inciter à exporter davantage, ce qui, pour elles, ne présentera aucun inconvénient.

Bien entendu, tout cela exigera la mise en place d'organismes de gestion dans un contexte où l'informatique et l'absence de monnaie simplifieront à l'extrême toutes les opérations. L'ensemble de ces organismes sera infiniment moins lourd que la présente administration publique et tous les rouages financiers privés (banques, assurances, mutuelles, etc.). Contrairement à l'idée que ces propos peuvent inspirer, il y aura beaucoup moins d'Etat qu'aujourd'hui, et, à la vérité, il n'y en aura quasiment pas. Car à quoi sert l'appareil d'Etat dans un système monétaire (antidémocratique par nature), si ce n'est à brasser de l'argent ? Les besoins monétaires réduits aux échanges internationaux, que restera-t-il de lui ? Le strict minimum.